

Alliance des droites pour les municipales 2026 : une manœuvre politique qui ne propose rien aux Nantais·es

Ce lundi 20 janvier, les élu·e·s du groupe de droite “Mieux Vivre à Nantes” et les macronistes publient une tribune annonçant un rassemblement pour les élections municipales en 2026 à Nantes. Cette initiative d’opportunisme électoral brille par l’absence totale de fond concernant le contre-projet proposé. Alors qu’au national, les sujets fondamentaux ne manquent pas d’opposer les macronistes et les républicains, “l’opposition sans proposition” semble être le maître mot de l’initiative portée au local. Nantes vaut mieux qu’une alliance désespérée de la droite nantaise en déchérence.

S’il n’est pas simple de comprendre le projet qui serait porté à Nantes, ce qu’on peut en deviner n’est pas enthousiasmant. Alors que le Grand Débat - Fabrique de nos Villes a montré que l’écologie et la lutte contre le changement climatique sont au cœur des préoccupations des Nantais·e·s, le bilan des Macronistes et des Républicains au national est profondément inquiétant.

Emmanuel Macron aura enchaîné les décisions contre le climat en distribuant des milliards aux industries polluantes, en votant de nouveaux traités de libre-échange ou en annonçant une baisse drastique du Fonds Vert. Les Républicains, quant à eux, proposent par exemple de supprimer l’ADEME, et donc le “fonds chaleur” qui permet aujourd’hui aux Nantais.e.s de profiter d’un réseau de chaleur. La droite sénatoriale, à laquelle Laurence Garnier appartient, a également récemment fait passer un amendement visant à supprimer l’opérateur de l’État, l’Agence Bio.

De plus, les récentes décisions de la Région Pays de la Loire, dirigée par la droite, qui diminue de 75% le budget de la culture et met en danger un secteur entier, laissent imaginer le niveau d’importance qu’une alliance de la droite laissera à ces acteur·rice·s essentiel·le·s dans un projet pour 2026. La vision portée par une éventuelle liste commune à droite, empreinte d’ultra-libéralisme et de destruction des services publics, n’est donc pas réjouissante pour une ville comme Nantes.

“Dans la tribune, les différent·e·s signataires assument également leurs désaccords. Nous sommes inquiet·e·s de lire que les différences sur des sujets aussi fondamentaux que le droit à l’IVG et sa constitutionnalisation ou encore le Mariage pour Tous ne sont pas des lignes rouges considérées comme suffisamment importantes pour empêcher une perspective commune. Quelques jours après l’anniversaire des 50 ans de la loi Veil, célébré par le Président de la République et son gouvernement, le signal envoyé est celui de l’incohérence politique.” **indique Marie Vitoux, cheffe de file des écologistes pour les municipales de 2026.**

Enfin, parler d’une liste commune à droite n’est pas totalement vrai. Alors que Foulques Chombart de Lauwe (ancien membre du groupe politique présidé par Laurence Garnier au conseil municipal de Nantes) continue de mener sa campagne et de propager des idées nauséabondes, la droite n’est pas, de fait, rassemblée.

Face à cette alliance incohérente qui ne propose aucune mesure concrète et ne mentionne aucune tête de liste, comptez sur les écologistes pour garantir un portage fort de l’écologie politique lors des prochaines municipales. Une écologie politique cohérente et à la hauteur, elle, des urgences sociales et environnementales.

Contact presse

Guillaume Bénet
06 48 34 01 01
nantes@eelv.fr